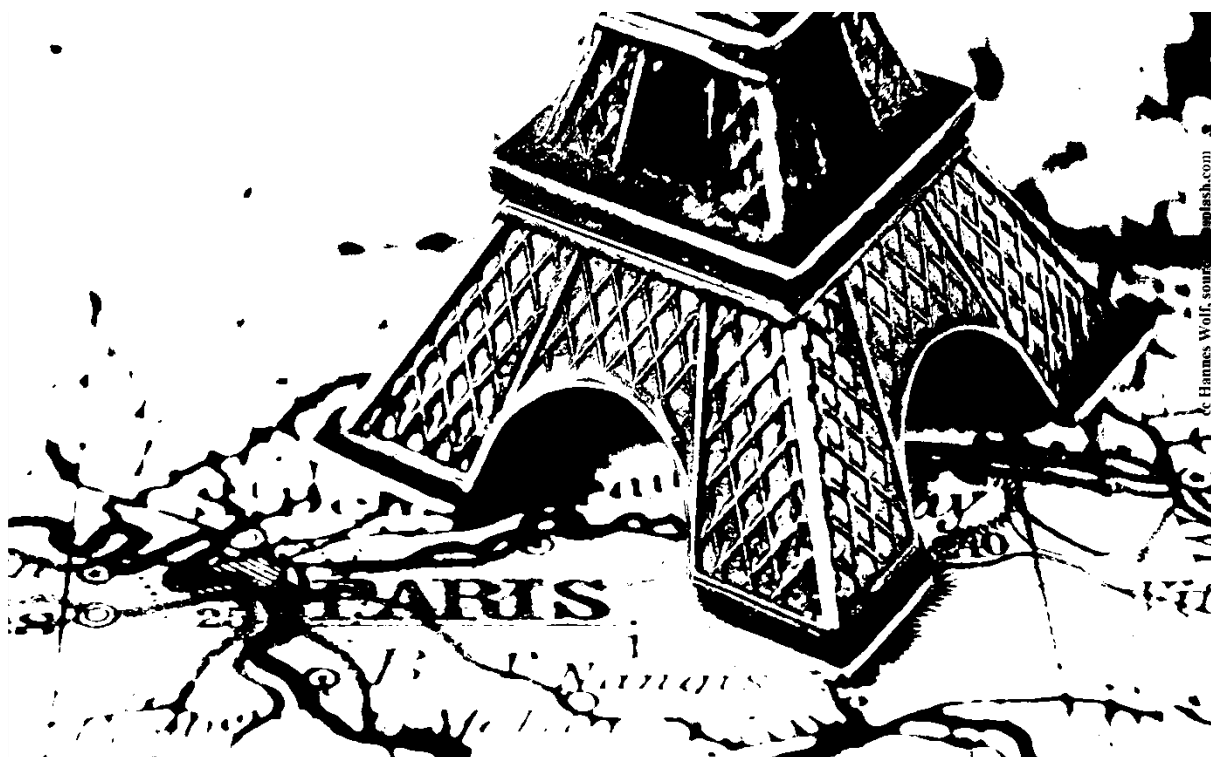


BLOG POST 15.02.2017

Par-delà la gauche et la droite

Prof. Dr. Henrik Enderlein

Directeur du Jacques Delors Institut – Berlin



Pourquoi l'ancien socialiste Emmanuel Macron a de bonnes chances pour remporter l'élection présidentielle en mai prochain. Henrik Enderlein connaît Emmanuel Macron depuis longtemps. Lors d'une entrevue quelques jours après les attentats du 13 novembre 2015, Macron parlait déjà de la nécessité de défendre la société ouverte et affirmait: « Abandonner l'Europe aux populistes, c'est la perdre ».

1 Les classes moyennes et le projet européen

Longtemps, les classes moyennes ont constitué une catégorie sociale aux contours bien définis. Qui travaillait dur et jouait le jeu pouvait aspirer, dans la plupart des nations industrielles de la seconde moitié du 20^{ème} siècle, au monde relativement insouciant de la sécurité de l'emploi, de la croissance des revenus et de la stabilité de l'environnement social. Les classes moyennes ont ainsi profité de la croissance économique et du progrès technologique et bénéficié des révolutions de la politique sociale, depuis la fin du travail du dimanche jusqu'au congé parental. Elles votaient pour les partis traditionnels. Et elles portaient le projet européen.

Ces mêmes classes moyennes, aujourd'hui, constituent un écheveau complexe de trajectoires sociales diverses. Les transformations structurelles et la compétition globale ont profondément changé des pans entiers de l'économie, détruisant des métiers, en créant de nouveaux. La réalité de la vie des classes moyennes s'en est trouvée bouleversée – tant sur le plan économique que social. Et pour ceux qui se voient exclus ou laissés pour compte, l'Europe est devenue le bouc émissaire par excellence.

Ce qui unit Marine Le Pen, les partisans du Brexit, Geert Wilders et indirectement Donald Trump, c'est une rhétorique des dangers portés par la mondialisation et l'Europe : tous assimilent les crises de ces dernières années – de la crise financière à celle des réfugiés en passant par l'effondrement de nombreuses économies nationales – à la faiblesse de l'autorité politique. L'Union européenne constituerait une menace pour l'homme de la rue – et l'Etat-Nation, replié sur lui-même, la solution. „Take back control“, selon le slogan de campagne des partisans du Brexit.

Relativement nouveau dans certains pays, ce combat entre Europe et souveraineté nationale agite la France depuis longtemps. Le Front National pèse depuis plus de trente ans sur une vie politique française en quête de repères. Un tiers des électeurs français peuvent s'imaginer voter pour Marine Le Pen.

2 Le chantre de la France ouverte

Ce n'est donc pas par hasard que le contre-mouvement pro-européen émane de France et y trouve son champion : Emmanuel Macron, 39 ans, centriste dépourvu de parti mais non de charisme, a de réelles chances de l'emporter en avril et mai prochain. Crédité de presque 20% d'intentions de votes, il commence à talonner Marine Le Pen et François Fillon, candidat des conservateurs et favori de l'élection (environ 25% chacun). Il réduit l'écart, tablant sur le fait que

les électeurs désireux d'éviter un second tour droitier entre Le Pen et Fillon pourraient se reporter sur lui dès le premier tour. Et tandis que le conservateur Fillon tend à emboîter le pas au discours souverainiste de Le Pen, Macron se fait le chantre de la France ouverte. Au second tour, cela suffirait très probablement pour l'emporter face à Le Pen. Mais même dans l'hypothèse d'un duel contre Fillon, les deux hommes seraient au coude à coude selon les sondeurs.

La percée de Macron est révélatrice d'un changement de fond du système de normes politique dans nos pays occidentaux. Une seconde dimension alimente désormais la formation de l'opinion politique par-delà le schéma connu droite/gauche. Un nouvel axe traverse l'ensemble des partis traditionnels : d'un côté les partisans d'une société moderne et pluraliste s'inscrivant dans une Europe unie ; de l'autre, les adeptes d'un modèle de société néo-nationaliste fermée et structurellement conservatrice. Schengen, libre circulation des travailleurs, euro : ces thèmes divisent les partis traditionnels de droite et de gauche partout en Europe. Mais ils fédèrent chez les populistes dits « de droite », quand bien même Le Pen, les partisans du Brexit et Trump vont chercher une bonne part de leurs suffrages dans l'ancien camp de gauche.

Aujourd'hui, Macron renverse les rôles. Sa force politique, il la tire justement de son opposition directe à Marine Le Pen. Il décline la souveraineté à l'européenne, réclamant un conseil de sécurité européen et une agence européenne pour la protection des données, s'interrogeant sur les défis qu'un état national pourrait encore résoudre seul aujourd'hui. Il explique à une France longtemps focalisée sur ses grosses entreprises nationales qu'il ne saurait exister un Google français. Mais bel et bien un Google européen.

Sa stratégie économique repose sur un mélange de réformes et de justice sociale. Il fait de la sécurité intérieure un défi européen et applaudit ouvertement la politique des réfugiés de Merkel. Certes, tout cela reste controversé, surtout en France. Mais ce qui commence à s'imprimer dans l'esprit des électeurs, c'est l'idée d'un contre-projet à l'Etat-Nation replié lui-même de Le Pen. Jusque-là, aucun parti traditionnel n'avait eu le courage d'adopter aussi crânement ce créneau.

La conséquence d'une victoire de Macron ne serait pas dépourvue d'ironie. Un président réformateur et pro-européen en France? Un social-libéral au pays des étatistes? Un libéral qui n'hésite pas à critiquer l'Etat omnipotent et son administration surrégulatrice ? « La France progressiste » : n'est-ce pas là un oxymore ?

3 Réformer – encore plus

Qui veut comprendre Macron doit comprendre l'autre France, celle qui, en quête de succès économique, est lasse de sa propre incapacité à réformer. Cette France ne se résume nullement à une petite élite parisienne : Emmanuel Macron fait aussi recette en province, où on espère qu'il pourra insuffler une nouvelle dynamique porteuse de jobs au pays. La proportion des jeunes votant pour les partis traditionnels de gauche a fortement diminué ces dernières années, pas seulement en France ; or ce sont précisément ces jeunes que l'ancien membre du PS attire aujourd'hui. Même la gauche classique s'intéresse à lui. Beaucoup de socialistes ont vigoureusement critiqué les mesures modernisatrices prescrites par la loi-Macron (2014-2016), mais la CFDT, deuxième syndicat du pays, l'a soutenue.

De telles contradictions montrent à quel point la caricature d'un monolithe farouchement hostile aux réformes ne correspond plus à la réalité. Car la France possède de nombreux secteurs en pleine croissance – de l'industrie pharmaceutique aux marques de luxe. Le taux de productivité y est aussi élevé qu'en Allemagne ou aux Etats Unis. Les nouvelles technologies et les start-ups se portent bien. Les infrastructures comptent parmi les meilleures au monde. Pourtant, de plus en plus de Français doutent dans la capacité de leur pays à affronter l'avenir. Ils contemplent l'Allemagne en se rappelant du temps où leur voisin était l'homme malade de l'Europe. Les réformes qui y ont été faites constituent depuis des années un sujet de débat en France. Le pays a-t-il besoin de son propre Agenda 2010 ?

Emmanuel Macron est convaincu de la nécessité de moderniser plus encore son pays. En visite à Berlin la semaine dernière, il a affirmé que la France devait solliciter la confiance de l'Europe, et en particulier de l'Allemagne, avec des réformes. Il souhaite abroger les 35 heures pour les jeunes salariés, poursuivre la modernisation du marché du travail, notamment pour faciliter les accords salariaux au niveau des branches ou des entreprises.

Macron est parfaitement conscient qu'un bon quart des salariés allemands travaille sur une base de 35 heures. Mais il a également conscience du fait que le modèle allemand possède la souplesse nécessaire en termes de temps partiel pour réagir aux fluctuations conjoncturelles. Pour autant, Macron présente aussi des revendications à l'Allemagne : augmentation de la croissance, notamment par le biais des investissements ; révision complète de la zone euro, sans quoi la monnaie unique risque de s'effondrer.

4 Une bonne nouvelle pour l'Europe

Qu'un homme de 39 ans porte les espoirs de ceux qui plaident pour plus d'Europe, plus de croissance et plus de réformes n'est guère étonnant. Macron incarne l'esprit d'une grande partie de sa génération, laquelle voit dans la société sociale-libérale et pluraliste, et par conséquent dans l'union européenne, un potentiel non seulement social, mais aussi économique.

En Grande-Bretagne, ce sont les jeunes qui ont le plus massivement voté contre le Brexit, mais ce sont aussi eux qui ont le moins voté. Macron s'adresse à un groupe d'électeurs jeunes et déçus par la politique des partis. De ce point de vue, il ne se distingue pas fondamentalement de nouveaux mouvements à l'œuvre dans d'autres pays, comme le mouvement cinq étoiles en Italie ou Podemos en Espagne, lesquels ont également su mobiliser les abstentionnistes. Emmanuel Macron, c'est l'anti-Trump qui s'affranchit d'office des réponses éculées de droite et de gauche. Il veut battre le populisme avec ses propres armes.

L'année 2016 a montré qu'en renouvelant leur rhétorique et en se plaçant en-dehors des partis, les populistes nationalistes pouvaient gagner les élections. Le 7 mai prochain, Emmanuel Macron pourrait créer la surprise en portant la société ouverte à la victoire. Ce serait une bonne nouvelle pour l'Europe.

(Ce texte a d'abord été publié dans DER SPIEGEL du 3 février 2017.)